



**COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS**

**Cour suprême du Portugal
Lisbonne, 10 novembre 2008**

**Trentième anniversaire de l'adhésion du Portugal à la
Convention européenne des droits de l'homme**

**par Jean-Paul Costa,
Président de la Cour européenne des droits de l'homme**

Monsieur le Président de la Cour suprême,
Monsieur le Président du Tribunal constitutionnel,
Monsieur le Ministre de la justice,
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de participer à cette manifestation qui commémore le trentième anniversaire de l'adhésion du Portugal à la Convention européenne des droits de l'homme.

Le 9 novembre 1978, exactement, le Portugal a non seulement ratifié la Convention, mais également accepté le même jour le droit de recours individuel et la juridiction obligatoire de la Cour – bien avant d'autres Etats (comme la France) ayant pourtant ratifié la Convention antérieurement.

Votre pays est ainsi devenu le dix-huitième Etat partie à la Convention qui, actuellement, compte quarante-sept Etats parties. Ainsi, quatre ans et demi seulement après les débuts de la démocratie, la République portugaise venait s'ajouter aux Etats membres du Conseil de l'Europe et concrétiser son engagement en faveur de la démocratie, du pluralisme et des libertés. Elle le faisait par la reconnaissance des droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme, et par l'acceptation du mécanisme juridictionnel constitué d'abord par la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme puis, depuis juste dix ans, par notre Cour devenue unique et permanente du fait de l'entrée en vigueur du Protocole 11.

Permettez-moi de saluer cet événement à sa juste mesure. Le Portugal n'a cessé depuis trente ans d'être un membre actif et influent du Conseil de l'Europe et un partenaire loyal et constructif de la Cour de Strasbourg. Plusieurs membres et juges éminents ont siégé à la Commission et à la Cour, et je mentionnerai en particulier Monsieur Jorge Sampaio, ancien

membre de la Commission européenne des droits de l'homme et ancien Président de la République portugaise. Je citerai aussi mon collègue et ami, Ireneu Cabral Barreto, ici présent, le seul à avoir été membre de la Commission puis de la Cour, dont il est Vice-président de Section.

Je voudrais examiner successivement trois aspects :

- l'engagement du Portugal dans la défense des droits fondamentaux ;
- le fait que le Portugal est reconnu comme appliquant correctement la Convention européenne des droits de l'homme, même s'il reste quelques progrès à faire ;
- enfin, le fait que la jurisprudence de notre Cour concernant votre pays a eu une influence de portée plus générale.

1. L'engagement du Portugal dans la défense des droits fondamentaux

a) La Constitution portugaise de 1976

- Elle contient un catalogue très détaillé des droits, libertés et garanties personnelles (articles 24 à 52 – qui sont très proches des droits garantis par la Convention), sans compter la consécration du respect des droits fondamentaux (article 2) et l'énoncé de plusieurs droits sociaux, économiques et culturels ;
- elle édicte le principe de l'accès au droit et de la tutelle juridictionnelle effective (article 20) ;
- elle institue un Tribunal constitutionnel, dont elle définit la compétence, l'organisation et le fonctionnement, tout en décrivant les organes judiciaires sans lesquels il ne peut y avoir de société démocratique, et notamment la Cour suprême, ainsi que la Cour administrative suprême.

b) Les autres engagements internationaux du Portugal

Le Portugal est, entre autres, membre de l'Union européenne depuis 1986, et le Président actuel de la Commission est Monsieur Jose Manuel Barroso, ancien Premier ministre.

A ce titre, la Cour de Justice des Communautés européennes compte un juge portugais, Monsieur José Narciso da Cunha Rodrigues, ainsi actuellement qu'un Avocat général portugais, Monsieur Luis Miguel Poiares Maduro.

Monsieur Jorge Sampaio, pour sa part, est Haut représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, et j'ai un plaisir à l'écouter ce matin lors de la session d'ouverture du Forum de Lisbonne (Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe).

c) La peine de mort

Elle a été abolie en 1976, mais la peine n'était plus exécutée dès 1849. Le Portugal a été l'un des premiers Etats à ratifier le Protocole 6 et le Protocole 13. Votre pays est donc depuis longtemps un pionnier dans ce domaine.

2. L'application de la Convention européenne des droits de l'homme par le Portugal

Dans l'ensemble on peut dire qu'elle est très correcte.

a) Quantitativement : on constate qu'il y a peu d'affaires concernant le Portugal. Actuellement, il existe 225 affaires pendantes seulement, soit beaucoup moins que la moyenne si on prend en compte la population de chaque pays. Cela représente à peu près 3 ‰ du total des requêtes à Strasbourg. Or, la population est de 13 ‰ environ du total des 47 Etats. Donc la proportion est environ 4 fois moins que la moyenne !

La première affaire portugaise jugée par la Cour a été la requête Guincho (juillet 1984) et seulement 15 arrêts ont été rendus avant la fin de 1998. 5 arrêts ont été rendus en 2007, ce qui fait une centaine au total depuis la ratification de la Convention par le Portugal.

b) Qualitativement, la Cour n'a jamais constaté de violations très graves des droits de l'homme commises par le Portugal.

Essentiellement, les violations reconnues ont porté sur l'article 6 et/ou sur l'article 13, sur l'article 1 du Protocole 1 (notamment le fameux problème de la réforme agraire) (voir l'arrêt Almeida Garrett de 2000), sur l'article 10 aussi (par exemple l'arrêt Lopes Gomes da Silva de 2000).

Il y a eu aussi des constats de violations d'autres dispositions : article 8 (arrêt Maire de 2003), article 5 (arrêt Magalhaes Pereira de 2002). Donc le Portugal peut être considéré comme un « bon élève » de la classe européenne.

c) Cependant, il reste quelques progrès à faire.

Il y a encore des affaires « clones » (c'est-à-dire répétitives) dans au moins trois catégories de cas :

- le suivi des questions de réforme agraire pendant la période de transition (il s'agit du suivi de l'arrêt précité Almeida Garrett) ;
- le suivi des condamnations de journalistes pour diffamation de personnalités politiques (suites de l'arrêt Lopes Gomes da Silva) ;
- ou encore les affaires de durées excessives de procédure.

Ces trois catégories de requêtes, surtout la première et la troisième, représentent la majorité des affaires pendantes. Idéalement, elles pourraient être évitées par des remèdes internes, ou par des règlements amiables.

3. L'influence plus générale de certaines affaires portugaises

a) Rappel : les constats de violation des dispositions conventionnelles n'ont pas d'effet *erga omnes* en principe (article 46 de la Convention) ; ces constats ne forcent que les Etats directement concernés, à exécuter nos arrêts.

b) Mais en fait, il existe tout de même un effet *erga omnes*, les autres Etats cherchant à éviter des condamnations. Et surtout les décisions de principe de la Cour rendues à l'égard d'un Etat défendeur sont appliquées ensuite à tous les autres Etats.

c) Quelques exemples :

- l'arrêt Lobo Machado (1996, violation de l'article 6 pour défaut de communication de l'avis du procureur et du fait de sa présence au délibéré)
- l'arrêt Teixeira de Castro (1998, violation du même article 6 du fait de l'infiltration d'un agent ayant eu pour effet d'inciter une personne à commettre une infraction pénale : violation de l'équité du procès)
- l'arrêt Comingersoll (2000, une personne morale peut subir un dommage moral et a droit à une satisfaction équitable de ce chef au titre de l'article 41 de la Convention)
- l'arrêt Salgueiro da Silva Mouta (1999, le retrait de l'autorité parentale au seul motif qu'il est homosexuel viole les articles 8 et 14 de la Convention) ; cette jurisprudence a été étendue au problème du droit à adopter un enfant, revendiqué par une personne homosexuelle
- enfin, l'arrêt Anheuser-Busch (2007, le droit à une marque doit être protégé au titre de l'article 1 du Protocole 1, donc il fait partie du droit de propriété protégé par cet article, même si la Cour a conclu à la non-violation en l'espèce).

X X X X X

Conclusion

L'évolution du Portugal depuis trente ans – certes vue à travers le prisme de la Cour qui peut parfois n'être pas un miroir fidèle – est certainement le reflet de progrès très importants réalisés par le Portugal dans le sens d'une société démocratique, qui respecte bien dans l'ensemble les droits de l'homme.

Ceux-ci ne sont toutefois jamais nulle part garantis pour l'éternité.

Je terminerai donc sur un double souhait :

- que beaucoup d'autres pays suivent l'exemple du Portugal
- que celui-ci demeure fidèle à cette remarquable évolution.